



Une conférence européenne inédite souligne l'importance d'une ligne de conduite définie par la base en matière de gouvernance de l'Internet

Strasbourg, 22.10.2008 – Une première réunion paneuropéenne sans précédent de quelque 150 représentants du secteur privé, des gouvernements et de la société civile a souligné l'importance d'une participation des citoyens au traitement des questions relatives à la gouvernance de l'Internet.

Le *Dialogue européen sur la gouvernance de l'Internet* (EuroDIG), réuni au Conseil de l'Europe lundi et mardi pour préparer le prochain Forum sur la gouvernance de l'Internet qui se tiendra à Hyderabad (Inde), a notamment examiné l'interaction entre sécurité, vie privée et libertés sur le Web. Les participants ont également prôné un débat ascendant, centré sur les utilisateurs européens, et une ligne de conduite respectueuse des droits de l'homme en matière de gouvernance de l'Internet.

L'un des grands thèmes abordés portait sur les échelons national, régional et mondial de cette gouvernance ; l'accent a tout particulièrement été mis sur le rôle spécifique qui pourrait être joué à l'échelle européenne.

« EuroDIG illustre l'intérêt d'une interaction ouverte et directe entre l'ensemble des parties concernées par les questions de l'Internet ; aucune instance ou institution ne saurait à elle seule définir et façonner la manière de concevoir l'Internet. Il existe une véritable dynamique et une volonté en faveur de la poursuite de ce dialogue, nourri par les acteurs représentatifs de la société civile, du secteur privé et des Etats membres », a déclaré Bertrand de la Chapelle, délégué spécial français pour la Société de l'information.

En définissant une ligne de conduite européenne, les participants ont examiné un large éventail de questions relatives à la gouvernance de l'Internet, depuis l'objectif de l'accès universel et la persistance d'un accès bas débit dans certaines régions d'Europe, comme les Balkans, jusqu'au ralentissement de l'accès à Internet et des progrès technologiques dû à un excès de réglementation ou à une réglementation contradictoire. Ils ont souligné l'importance de la lutte contre la cybercriminalité dans le respect des droits de l'homme, conformément à l'esprit européen : « pas de sécurité sans respect de la vie privée », ont-ils notamment répété avec insistance. Parmi les autres questions traitées figuraient également l'accès à l'Internet des personnes handicapées et la protection des enfants contre les contenus diffusés sur Internet qui leur sont préjudiciables.

Ce dialogue ouvert entre l'ensemble des parties prenantes présentes à la conférence a également permis de préparer leur participation et leur contribution au Forum des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, qui aura lieu en Inde en décembre 2008.

Contacts presse :

Estelle Steiner, tél. +33 3 88 41 33 35, mobile +33 6 08 46 01 57, estelle.steiner@coe.int
Panos Kakaviatos, tél. +33 3 90 21 50 27, panos.kakaviatos@coe.int